Le mandat maudit !

La dernière pièce de la célèbre série de théâtre radiophonique burundais, « Ni nde », se joue actuellement à Bujumbura, à guichet fermé, par le Conseil National de Dialogue Inter Burundais (CNDI). Elle porte le nom évocateur de **« Dialogues d'esclaves ».** Habituellement, on parle plutôt de « **Dialogue de sourds** ». Mais celui-ci existe aussi entre le régime fantoche et autoproclamé de Bujumbura, l'opposition politique et la communauté internationale. On y reviendra.

Récapitulons

Jamais Pierre Nkurunziza n'acceptera de négocier avec l'opposition représentée le CNARED et par les Forces de la Résistance Armée.

Jamais Pierre n'acceptera que les négociations aboutissent à un gouvernement de transition qui organiserait de nouvelles élections libres et transparentes.

Jamais Pierre Nkurunziza ne rétablira les libertés fondamentales anéanties par son régime dont la liberté d'expression. A cet égard, jamais les médias détruits par la police ne seront autorisés à reprendre leurs activités.

Jamais plus les citoyens ne pourront invoquer leur droit constitutionnel et manifester publiquement leur hostilité au troisième mandat.

Jamais Pierre Nkurunziza n'acceptera de libérer les milliers de prisonniers politiques qui croupissent dans les geôles sordides du pays et vivent dans des conditions inhumaines d'insalubrité, de proximité, de privation de nourriture, de soins de santé et surtout de justice.

Jamais Pierre Nkurunziza n'exprimera la moindre compassion à l'égard des centaines de milliers de réfugiés, dont des milliers d'enfants, qui ont fui les menaces proférées par la milice imbonerakure.

Jamais Pierre Nkurunziza ne désavouera, l'aile de l'armée nationale compromise et complice, la police, le service national des renseignements, la milice imbonerakure et les forces supplétives interahamwe qui arrêtent, séquestrent, torturent, rançonnent et exécutent des citoyens innocents, principalement des jeunes des quartiers dits « contestataires » de Bujumbura.

Jamais Pierre Nkurunziza ne mettra fin au véritable **« jeunocide »** en cours au Burundi. Une chasse systématique aux jeunes de ces quartiers de la capitale qui contestent son régime est organisée. La police et les milices de Pierre Nkurunziza capturent les jeunes, les emprisonnent, les torturent et les exécutent avec une cruauté et une barbarie inimaginables.

Jamais Pierre Nkurunziza ne désavouera les caciques de son parti qui profèrent des propos absolument inadmissibles de haine ethnique et des insultes abjects contre des pays amis du Burundi.

Entre parenthèses, le Rwanda est mal payé de retour pour sa solidarité passée avec le Burundi. A une époque récente, Kigali aurait payé, à la place de Bujumbura impécunieux, un million de dollars de cotisation dû par le Burundi à la Communauté de l'Afrique de l'Est. Bujumbura a-t-il jamais remboursé cette dette ?

Dans le passé également, le FPR s'était imprudemment déclaré proche du CNDD-FDD au cours d'un congrès de ce parti organisé à Gitega au début du premier mandat de Pierre Nkurunziza. Erreur fatale ! La lune de miel a tourné depuis en lune de fiel !

Un incident récent entre Kigali et Bujumbura concernant la demande d'extradition de quelques opposants burundais accueillis au Rwanda, demande formulée par le gouvernement burundais, illustre la dégradation spectaculaire des relations entre les deux pays.

Kigali a renvoyé la balle sèchement en rappelant que Bujumbura n'a jamais donné suite à une demande antérieure du gouvernement rwandais pour établir une convention d'extradition entre les deux pays.

On devine pourquoi Bujumbura a traîné les pieds dans ce dossier explosif. Car, dans les registres et les archives des Tribunaux Gacaca du Rwanda, figurent les noms de plusieurs centaines, sinon de milliers, de Hutu burundais dénoncés par des Hutu rwandais, eux-mêmes accusés d'avoir perpétré le génocide des Tutsi rwandais en 1994. Kigali aurait sans doute souhaité juger au moins quelques Burundais présumés coupables de participation active au génocide des Tutsi rwandais.

Après leur participation au génocide rwandais, ces supplétifs Hutu burundais ont traversé la frontière et sont rentrés tranquillement chez eux. Ils sont couverts, depuis 21 ans, par une immunité perpétuelle dans le doux pays de Pierre Nkurunziza. Boomerang mortel, voici que plusieurs sources concordantes signalent, depuis des mois, que les interahamwe rwandais opèrent, à présent, comme troupes supplétives au service de Pierre Nkurunziza. Kigali doit être enchanté !

Evidemment, jamais un membre du Conseil National de Dialogue Inter Burundais, ne soulèvera un seul des sujets tabous évoqués plus haut car il risquerait de se faire couper la tête par Pierre Nkurunziza. Les esclaves de son régime sont soumis mais pas fous ni suicidaires !

Comme à son habitude et avec un sens tactique remarquable, Pierre Nkurunziza a devancé la communauté internationale, l'a prise de court et l'a mise devant le fait accompli. Comme hier avec le Conseil Constitutionnel pour valider sa candidature à un troisième mandat, il opposera la légitimité nationale du CNDI, souveraineté nationale oblige, à toute velléité de la communauté internationale pour lui imposer des négociations avec l'opposition à l'extérieur du pays. Du reste, Pierre Nkurunziza a d'ailleurs disqualifié à l'avance tous les ténors de l'opposition susceptibles de participer aux négociations éventuelles arbitrées par la communauté internationale et a lancé des mandats d'arrêt internationaux contre eux.

Mais revenons à nos moutons …

Jamais Pierre Nkurunziza ne désavouera les caciques de l'oligarchie extrémiste et raciste qui l'entoure et qui a définitivement perdu la raison. Signe de panique à bord du navire de Pierre Nkurunziza, cette oligarchie piétine les convenances diplomatiques les plus élémentaires, insulte allègrement la Belgique et brutalise le Secrétaire Général de la Communauté Est-Africaine.

Pour rebondir sur les accusations grotesques récentes des manifestants du CNDD-FDD devant l'ambassade de Belgique, quel rôle la Belgique et l'Union Européenne ont-ils joué dans l'assassinat odieux de Melchior Ndadaye et la mort dramatique de Cyprien Ntaryamira ? Qu'aurait pu faire l'Union Européenne pour arrêter les massacres au cours de la guerre civile de 1972 ? L'Union Européenne n'existait même pas à cette époque. Extravagantes accusations du parti au pouvoir au Burundi !

Jamais Pierre Nkurunziza ne rétablira les équilibres ethniques préconisés par l'Accord d'Arusha au sein de l'armée, de la police, du Parlement et de l'administration publique. Ceux-ci étaient censés assurer le partage du pouvoir entre toutes les communautés burundaises et, de ce fait, garantir la stabilité du pays.

Enfin, Pierre Nkurunziza n'acceptera jamais de se soumettre aux exigences des Accords de Cotonou qui lient l'Union Européenne aux pays Afrique-Caraïbe-Pacifique (ACP).

Pourquoi « jamais » ? …

Parce que, pendant dix ans, Pierre Nkurunziza a bâti méthodiquement, cyniquement et avec une intelligence et une efficacité diaboliques les fondations de son actuel troisième mandat. En fait, celui-ci constitue un aboutissement et non une improvisation de dernière minute.

Pendant dix ans, pendant les deux mandats précédents, Pierre Nkurunziza a tissé une toile de fer incarnée par la milice imbonerakure et le service national des renseignements. Ces véritables armées tiennent le pays et constituent sa force principale. Ces armées de milliers de miliciens lui permettent, sans même devoir recourir à l'armée et à la police dont il se méfiait jusque peu, d'assurer une mainmise totale sur le pays et la population. La milice imbonerakure, en particulier assure les fonctions de police politique, de force de terreur et de répression dans les villes et à la campagne, jusqu'au niveau de la plus petite entité administrative, le groupement de dix maisons, les fameux « nyumba kumi. »

Pendant dix ans, Pierre Nkurunziza a organisé régulièrement des massacres de groupes de personnes, à Muyinga, à Gatumba, à Businde (les adeptes de Zebiya), a fait assassiner des activistes de la société civile comme Ernest Manirumva ainsi que des membres de partis d'opposition, Hutu comme Tutsi indistinctement, sans que les citoyens burundais ni la communauté internationale ne se lèvent comme un seul homme pour protester et refuser cette dérive totalitaire.

Ces crimes étaient présentés alors comme des séquelles inévitables d'une guerre civile dont les feux mal éteints embrasent le Burundi aujourd'hui. Ces crimes massifs étaient, en réalité, les signes annonciateurs de l'apocalypse promis par le régime de Pierre Nkurunziza à partir du 8 novembre 2015.

Pendant dix ans, le régime de Pierre Nkurunziza a organisé le pillage systématique de l'économie du pays illustré, entre autres, par la vente illicite du Falcon présidentiel. Pierre Nkurunziza a dilapidé massivement des fonds publics dans des opérations foireuses comme la plantation d'avocatiers. Il a brassé des milliards de francs considérés comme une dotation accordée généreusement à « sa maison royale et divine » afin de lui permettre de soutenir de soi-disant « bonnes œuvres » et ce, sans aucun contrôle du parlement.

Et les bailleurs de fonds ont continué à promettre, à Genève notamment, ont continué à donner généreusement des aides financières, à soutenir le budget à 52 % et à engager des investissements considérables afin d'alléger la pauvreté de la population et impulser l'élan de développement au Burundi.

Peine perdue, le FMI vient de déclarer que le Burundi est le pays le plus pauvre du monde. Pourtant, l'accumulation indécente de fortunes colossales par une oligarchie compradore composée de quelques généraux et caciques civils, permet à ceux-ci de bâtir des villas qui valent des milliards de francs et de mener un train de vie extravagant. Au Burundi, la corruption a atteint des sommets plus hauts que l'Himalaya ! Cherchez l'erreur !

L'enfant gâté et pourri d'hier se rebelle à présent et « mord le sein qui l'a allaité » selon l'adage burundais, ou la main qui lui a donné l'aumône. Pierre Nkurunziza se comporte à l'égard des bailleurs de fonds, en général, et du plus généreux d'entre eux, en l'occurrence la Belgique, comme un mendiant vindicatif et ingrat. Il a même osé, comble d'indécence, réclamer des intérêts pour les retards de versements de l'aide financière. Du jamais vu.

Il faudra u jour apprendre au régime fantoche de Bujumbura d'où vient l'argent que les bailleurs de fonds déversaient naguère sur le régime de Pierre Nkurunziza afin de donner une chance au Burundi de se reconstruire et de décoller. Ce sont des taxes et des impôts payés par des entreprises et des citoyens belges, anglais, italiens, allemands, canadiens, américains, etc…que leurs gouvernements respectifs injectaient dans l'économie du Burundi. Avec l'espoir que ces fonds seraient bien gérés et amélioreraient le sort des Burundais les plus démunis tout en créant des conditions favorables à un décollage économique de ce pays meurtri par tant de guerres civiles.

Ces entreprises et ces citoyens des pays donateurs seraient ravis d'apprendre, aujourd'hui, que leurs contributions financières se retrouvent dans « les poches profondes » de quelques caciques du régime ou sur des comptes qu'ils détiennent dans des banques à l'étranger ou au Burundi.

Pendant dix ans, Pierre Nkurunziza a habilement trompé les pays qui ont formé la police et l'armée burundaises avec l'espoir d'en faire des forces de sécurité professionnelles au service d'un Etat de droit et, comble de l'ironie, au service aussi de la paix dans le monde, en Somalie, en Côte d'Ivoire, en Centrafrique, etc.

Pendant dix ans, Pierre Nkurunziza a profité de ces programmes de formation, d'équipement et d'envoi de corps expéditionnaires de soldats et de policiers burundais en Afrique pour gagner beaucoup, beaucoup, beaucoup d'argent sur le dos des soldats et grâce aux équipements militaires qu'il louait.

Surtout, il a truffé ces corps expéditionnaires de chefs de la milice imbonerakure et d'agents des services de renseignement. Ces faux soldats et policiers ont profité de ces programmes de formation et d'interventions extérieures pour gagner beaucoup d'argent, eux aussi, et pour acquérir une formation professionnelle militaire et policière de haut niveau. Et, comme indiqué plus haut, ce sont eux qui constituent, maintenant, les piliers du régime de Pierre Nkurunziza. Merci les bailleurs !

Les balles qui ont permis à la police de massacrer les jeunes manifestants contre le troisième mandat auraient-elles été fournies aussi dans le cadre de ce programme de coopération policière ? Ce serait un crève-cœur épouvantable !

Ainsi, les pays qui, de bonne foi, formaient la police et l'armée burundaises, formaient et équipaient, en même temps, les forces de défense de la dictature de Pierre Nkurunziza. Et pourtant, ces pays sont aujourd'hui vilipendés et accusés de néocolonialisme. Bel exemple de reconnaissance du ventre de la part de Pierre Nkurunziza !

En résumé, Pierre Nkurunziza a organisé, patiemment et astucieusement, profitant notamment des travaux communautaires hebdomadaires, un réseau de miliciens extraordinairement étendu pour étouffer le pays et l'asservir à sa volonté. Cet homme, ce dictateur assoiffé de pouvoir ne se privera donc jamais d'une puissance de feu redoutable qui lui permettra de garder le pouvoir non pas pendant un misérable troisième mandat, comme les naïfs le croient, mais à vie ?

Ainsi, Pierre Nkurunziza a roulé tout le monde dans la farine. Dernier exemple en date, il a organisé, contre vents et marrées, une mascarade d'élections sur lesquelles il espère bâtir sa légitimité. Inutile d'essayer de le convaincre pour qu'il admette que ces élections ne remplissaient pas les normes internationales qui leur auraient conféré crédibilité et respect. Pourtant, malgré son obstination légendaire, il faudra bien qu'il comprenne un jour que la communauté internationale n'est pas obligée de bénir son hold up électoral.

En définitive, Pierre Nkurunziza a utilisé tous les attributs du pouvoir et toutes les astuces pour bâtir son empire pendant dix ans. Il consolide aujourd'hui son régime totalitaire. Il tient de main de fer, le parlement, l'administration, l'armée, la police, les milices, le réseau des militants de son parti, les confessions et les sectes religieuses de son obédience, les clubs sportifs, les médias, les partis politiques, la justice, les finances, les affaires étrangères, la culture, etc…

Comme il aime le proclamer, il est le président de tout, des arbres et des oiseaux, des chèvres et des poissons. Aucune décision, absolument aucune, ne peut être prise, dans aucun domaine que ce soit, s'il n'a pas marqué son accord préalable. La séparation des pouvoirs, en démocratie, est proscrite chez Pierre Nkurunziza.

Echec sur toute la ligne

Les partis politiques, les organisations de la société civile, les médias, les citoyens lucides qui voyaient et dénonçaient les dérives du régime de Pierre Nkurunziza ont été neutralisés grâce, notamment, à la nyakurisation qui a accéléré l'implosion des partis politiques respectables.

Par ailleurs, pour arriver à ses fins, Pierre Nkurunziza, bon prince, a rempli les mangeoires de victuailles et de privilèges pour que « ses esclaves, ses Baja », selon la célèbre expression de Mgr Simon Ntamwana, se servent à volonté.

Stupéfiant ! Car ces esclaves sont très nombreux et se recrutent dans tous les milieux de la société burundaise. Ils sont heureux de servir un maître sanguinaire et cynique. Ils s'accommodent et, pire, ils soutiennent et s'identifient à un régime politique qui bafoue pourtant les libertés fondamentales dont le droit à la vie, le droit à la paix, les droits des enfants, la liberté d'expression, la liberté de manifester, la liberté d'élire les dirigeants.

En fait, la société burundaise est aujourd'hui coupée en deux camps antagonistes. Le premier camp est constitué par les esclaves du régime de Pierre Nkurunziza et le deuxième par des citoyens engagés et déterminés à défendre les valeurs démocratiques et sont attachés à la liberté.

Pour autant, les démocrates burundais ont échoué puisque le régime de Pierre Nkurunziza a jeté à la poubelle l'Accord d'Arusha ainsi que la constitution qui en était issue. La communauté internationale a échoué aussi. Celle-ci croyait que des résolutions, des recommandations, des expressions de « préoccupation » auraient suffi pour dissuader Pierre Nkurunziza de parachever son projet dictatorial mis en chantier depuis dix ans. Du reste, Pierre Nkurunziza ne comprend pas le langage de la diplomatie internationale. Celle-ci lui parle une langue morte qu'il méprise profondément.

Les confessions religieuses ont échoué aussi. Les neuvaines de prière ou le jeûne à répétition n'ont servi à rien. Pierre Nkurunziza, président à vie, par la grâce de son dieu, possède la qualité principale que Napoléon Bonaparte attendait de ses généraux. Quand quelqu'un vantait à l'empereur français les mérites de tel ou tel général, celui-ci avait l'habitude, semble-t-il, de poser à son interlocuteur la question suivante : « Votre général a-t-il de la chance ? »

Jusqu'à présent, Pierre Nkurunziza a eu beaucoup de chance, en effet. On peut le dire. Il a réussi, à installer une dictature féroce étendue sur tout le pays, défendue par son armée privée des imbonerakure et soutenue par les institutions et les administrations soumises à son bon vouloir. Il a réussi avec brio, notamment, après la dernière mascarade électorale, car il a doté l'Etat d'institutions qui fonctionnent, cahincaha.

A présent, selon ses propres mots repris et amplifiés par les caciques de son régime, la machine de Pierre Nkurunziza est fin prête pour pulvériser l'opposition, pour « mogadishiser les el shabbab », comprenez les Tutsi, pour nettoyer les quartiers rebelles (safisha, kumesa), pour travailler (kora) et lancer « une guerre totale » contre le peuple récalcitrant qui n'accepte pas d'être réduit en esclavage.

Les caciques les plus en verve dans leurs discours destinés à attiser le feu de la haine ethnique contre les Tutsi en particulier, ne savent d'ailleurs plus quels termes inventer pour cacher leur détestation profonde de cette communauté. Une ancienne représentante du Burundi aux Nations Unies à Genève a même inventé une nouvelle composition ethnique au Rwanda et au Burundi en parlant de « Hima rwandais et burundais dits Tutsi ». Faudrait-il rappeler à cette honorable dame et à tous les fanatiques de l'entourage de Pierre Nkurunziza qui rêvent du grand soir où tous les Tutsi du Burundi auront été exterminés, le message contenu dans le prénom de cette ancienne diplomate ? La haine **Perpé-tue** d'abord**,** ceux et celles qui la conçoivent et l'alimentent.

Malgré le chaos annoncé, il y a pourtant une bonne nouvelle. Car, malgré les apparences, malgré les assurances que le régime se donne, malgré ses dénégations insinuant que les sanctions internationales et l'isolement diplomatique du Burundi ne lui « font même pas mal » comme disent les enfants dans les cours de récréation, Pierre Nkurunziza a échoué. Il a lamentablement échoué ! Pourquoi ?

Parce qu'il n'obtiendra jamais la légitimité, la respectabilité et la crédibilité de son troisième mandat maudit. Depuis dix ans, il a réussi à tromper tout le monde et tout le temps. Mais son jeu est à présent démasqué.

En effet, selon des sources bien informées au sein de l'Union Européenne à Bruxelles, l'histoire retiendra que le basculement de la communauté internationale dans une hostilité radicale mais feutrée contre le régime de Pierre Nkurunziza s'est effectué dans un village éthiopien, en dehors de la capitale Addis Abeba. A la fin d'une retraite discrète et après d'âpres discussions, le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine a publié la déclaration que l'on connaît.

L'Union européenne avait besoin de s'appuyer sur la légitimité de l'organisation panafricaine pour avancer sur le dossier burundais et infliger des sanctions qui exerceront progressivement sur le régime de Bujumbura, des pressions comparables à celles d'un boa constrictor. Avec l'espoir que ces sanctions pousseront Pierre Nkurunziza à accepter de véritables négociations entre lui et la véritable opposition politique. Si Pierre Nkurunziza s'obstinait et refusait le deal, alors la communauté internationale sonnera la fin du jeu, le « game over ».

Par ailleurs, l'Union européenne avait besoin de la légitimité panafricaine exprimée à travers la déclaration du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine pour se protéger des accusations grotesques de néocolonialisme et pour éviter de se faire traiter de tous les noms d'oiseau utilisés abondamment par le régime de Bujumbura.

En même temps, l'Ouest, l'Union européenne et les Etats Unis en l'occurrence, devaient manœuvrer très habilement afin de ne pas perdre la région des Grands Lacs qui aurait pu être récupérée par les rivaux de l'Est. Suivez mon regard !

Ainsi, la surprenante déclaration du Conseil de Sécurité des Nations Unies qui a suivi de près celle du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine, donne à penser qu'un consensus a été obtenu entre l'Est et l'Ouest sur le Burundi et que l'organisation mondiale a surmonté les antagonismes entre les membres permanents du Conseil de Sécurité qui en bloquaient la capacité de prendre des initiatives significatives pour ramener la paix au Burundi. De ce fait, l'appui de l'organisation mondiale à la démarche de l'organisation panafricaine, a sonné le glas pour le régime de Pierre Nkurunziza. Plus aucune puissance, plus aucun pays ne souhaite s'afficher aux côtés d'un régime pourri et criminel qui, dans la communauté internationale, fait honte, peur et pitié.

A son tour, l'Union africaine se sent également confortée par la communauté internationale et, dans le dossier burundais, elle pourrait reprendre rapidement l'initiative si la médiation de la Communauté de l'Afrique de l'Est confiée à l'Ouganda ne parvenait pas à résoudre la crise burundaise.

L'Union africaine privilégie habituellement la subsidiarité régionale quand celle-ci réussit. La Communauté de l'Afrique de l'Ouest a donné un bel exemple d'efficacité car elle a étouffé rapidement l'incendie allumé par le général fou du Burkina Faso. En effet, le coup d'Etat « le plus bête du monde » selon un journal français, a failli faire capoter le processus de la transition démocratique à Ouagadougou.

Pierre Nkurunziza a donc échoué, irrémédiablement aussi, car sa radicalité a créé une autre radicalité inflexible de l'opposition civile et de la résistance armée. C'est pour cette raison d'ailleurs qu'il faut prendre au sérieux les menaces qu'il a proférées. La bête blessée a le dos au mur. Même si on peut penser que cette annonce peut constituer un bluff ou un piège destiné à obliger la résistance armée à sortir du bois et à tirer la première.

En tout cas, Pierre Nkurunziza semble pressé de lancer la guerre civile afin de prendre, encore une fois, la communauté internationale de court. Il semble vouloir également organiser la fuite en avant et mettre tout le monde devant le fait accompli de son forfait et de ses crimes. C'est son habitude. C'est son jeu stratégique préféré.

Dès lors, verra-t-on demain au Burundi, comme hier au Rwanda en 1994, à Kigali, à Nyamata, à Murambi et ailleurs, les églises, les écoles, les hôtels, pris d'assaut par les fugitifs des quartiers populaires désignés par Pierre Nkurunziza comme des zones à nettoyer afin d'y récupérer les parcelles promises aux hordes d'assassins que le régime pourrait lâcher sur la ville et le pays ?

La communauté internationale restera-t-elle inerte devant d'autres « rivières de sang promises par le fils de Khadafi aux résistants de Bengazi » si celles-ci coulent demain sur les rives du Tanganika ? Où seront les « Dallaire », généraux impuissants de la communauté internationale quand l'ultimatum de Pierre Nkurunziza aura pris fin à la date fatidique du 8 novembre 2015 ?

Cependant, quoiqu'il advienne, tôt ou tard, Pierre Nkurunziza paiera au prix fort, la facture des dégâts énormes qu'il a infligés au pays. Le sang des morts, les souffrances indicibles des suppliciés, des torturés, des prisonniers et des exilés, les larmes et la douleur des familles réclament justice. Pierre Nkurunziza et la cohorte de ses esclaves méditeront un jour prochain, avec amertume et regrets tardifs et inutiles la maxime de Jean de La Fontaine : « Tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle casse »

Athanase Karayenga

Le 06.12.2015